Zoé Boland, Département Communication LDH

## **Devrions-nous être** davantage en faveur du populisme?

Et si le populisme n'était pas ce « fléau » de nos démocraties mais justement un appel à plus de démocratie de la part des citoyennes et citoyens?

Depuis quelques années maintenant, certaines de nos démocraties libérales européennes ont vu apparaitre en leur sein de nombreux mouvements qualifiés de « populistes ». Ces derniers restent, bien souvent, négativement connotés malgré la diversité des mouvements qui entrent sous ce qualificatif. Selon Olivier Ihl, « La multiplication de ces revendications traduirait l'inadaptation de la démocratie représentative aux défis du monde contemporain »<sup>1</sup>. La Suisse, le Danemark, la France mais aussi la Belgique (et d'autres pays) ne font pas exception et voient leur système démocratique mis sous tension. En Belgique, notre système constitutionnel est fondé sur une démocratie représentative. Cela induit la désignation, par les citoyen·ne·s, de représentant·e·s qui auront la tâche de prendre des décisions supposées être « au nom du peuple » (fondement de l'article 21 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme<sup>2</sup>). Cependant, le système électoral et le fonctionnement même de notre démocratie semblent frappés par une crise de légitimité face à l'ensemble des mutations contemporaines. Crise dont se nourrit le populisme.

## QUELS DÉFIS POUR NOS DÉMOCRATIES ?

La globalisation, avec comme corollaire la déréglementation économique, politique et culturelle, l'inefficacité des politiques supranationales, l'inaptitude des politiques à tenir compte des conséquences sociales des flux migratoires importants<sup>3</sup>, constituent quelques-unes des thématiques utilisées pour nourrir les discours populistes.

D'un autre côté, David Van Reybrouck nous rappelle que nous sommes, depuis les années 1970, dans une nouvelle ère dite « post-industrielle ». Celle-ci est marquée par ce qu'on nomme l'économie du savoir ou de la connaissance qui est la marchandisation toujours plus accrue des savoirs, la croissance des activités de service et une financiarisation accrue de l'économie capitaliste<sup>4</sup>. Dans cette économie, le dualisme originel qui fonde la société oppose dorénavant les cosmopolites aux nationalistes. Ce n'est non plus le revenu, mais le niveau de formation qui détermine notre position. Les cosmopolites, matérialisé·e·s dans la figure de l'universitaire, deviennent les fervent·e·s défenseur·e·s de la diversité. Alors que les nationalistes seraient davantage (mais pas uniquement) constitué e s de citoyen·ne·s au niveau d'éducation plus faible et qui nourrissent plus de craintes face au monde extérieur. Bien souvent, les institutions politiques sont peuplées de parlementaires surdiplômés, laissant sur le bord de la route toute une partie de la population. C'est d'ailleurs ce qu'on nommera ici la « démocratie diplômée »5.

<sup>1</sup> Olivier Ihl, Jean-Marie Lardic, Éric Vial et al., Introduction. Dans : Janine Chêne éd., La tentation populiste au cœur de l'Europe (pp. 9-23). Paris : La Découverte, 2003.

<sup>2</sup> www.liguedh.be/la-declaration-universelle-des-droits-de-lhomme 3 Christophe Sente, Jean Sloover, « La tentation populiste, Cinq démocraties européennes sous tension », Espace de libertés, 2013, p.94

<sup>4</sup> Jean-Pierre Bouchez, Autour de « l'économie du savoir » : ses composantes, ses dynamiques et ses enjeux. Savoirs, n°34(1), 2014, pp.9-45.

<sup>5</sup> Concept développé par Mark Bovens (universitaire en administration publique) et repris par David Van Reybrouck dans son texte Plaidoyer pour le populisme.

## LE POPULISME OU LA VOIX DES SANS-VOIX

Malgré cette « démocratie diplômée », nous remarquons que nos politiques actuel·le·s font de plus en plus face à leur incapacité à réduire l'écart qui existe entre la classe sociale des élites et les classes sociales plus défavorisées (au nom desquelles les décisions sont censées être prises). La réduction des inégalités (économiques, sociales, culturelles, etc.) semble stagner. Plus encore, le fossé tend à se creuser.

Dans cette perspective, le populisme serait l'expression maladroite du désir d'implication « du peuple » au sein du monde politique<sup>6</sup>. Il serait donc cette voix qui émane « d'en bas » et qui revendique une prise en compte de la part des politiques. C'est à cet instant que l'on comprend où le bât blesse. L'électorat tend à déserter les partis politiques traditionnels en raison de ce sentiment d'abandon d'une gauche qui semble, à leurs yeux, davantage intéressée par d'autres groupes, plus pauvres encore, comme celui des immigré·e·s par exemple. Le discours populiste serait donc celui qui revendiquerait la prise en compte de toute une partie de citoyen·ne·s qui auraient été exclu∙e∙s des débats politiques. C'est d'ailleurs ce que Pierre Rosanvallon nomme entropie représentative ou « une dégradation du lien entre le peuple et ses représentants »7. De plus en plus, les « défavorisé·e·s » ont le sentiment de se trouver à la fois à l'extérieur de la société mais aussi du politique. Pour exemple, selon l'enquête réalisée par iVox et relayée par le Vif, les trois quarts des électeurs et électrices du Vlaams Belang seraient « peu qualifiés »8. On pourrait comprendre cette tendance à se tourner vers des discours populistes comme la conséquence de ce sentiment d'abandon des travailleur euse s peu qualifié e s qui ne se retrouvent plus dans les politiques menées et dans la gestion des enjeux sociétaux. Alors même que le fondement de l'autorité publique se doit d'émaner de la volonté du peuple.

## FAUT-IL CRAINDRE LES DISCOURS POPULISTES ?

Tout d'abord, il n'existe pas un type de populisme, mais bien une grande diversité (de gauche, de droite, d'en bas, d'en haut<sup>9</sup>). Un des points saillants du discours populiste (essentiellement de droite) est qu'il simplifie la réalité sociale à outrance en ayant pour base normative de son jugement l'exclusion et le rejet. Seulement, le discours populiste n'apparaitrait pas forcément comme problématique, étant donné qu'il existe la possibilité de transformation du discours populiste en discours modéré comme cela s'est fait pour de nombreux autres mouvements politiques antérieurs : « le socialisme révolutionnaire est devenu la social-démocratie, le fort courant clérical anti-étatique est devenu la démocratie-chrétienne. Ainsi l'extrême droite peut aussi évoluer vers une droite radicale. » 10. Les populistes, pour contrer les craintes à leur égard, doivent nécessairement s'en tenir aux principes démocratiques qui fondent notre société ainsi qu'aux droits fondamentaux qui y règnent et dont tout un chacun bénéficie.

En conclusion, le terme générique de populisme regroupe des réalités distinctes. Cependant, la réalité que nous avons essayé d'isoler est celle d'une mise à l'écart d'un ensemble de la population dans le processus de prise de décisions démocratiques basé sur la dualité cosmopolite / nationaliste. Il apparait que, derrière des apparences parfois radicales et excluantes, le discours populiste recèle une dimension mythique qui s'accompagne d'une certaine nostalgie vis-à-vis d'une démocratie directe idéale. En effet, les adhérent-e-s des discours populistes ne seraient, en fin de compte, que de simples citoyen-ne-s désireux-ses de faire valoir leur droit de participation à la vie politique.



<sup>6</sup> David Van Reybrouck, Plaidoyer pour le populisme, SAMSA Editions, 2008.

<sup>7</sup> Christophe Sente, Jean Sloover, *Ibidem*.

<sup>8</sup> Une enquête révèle le profil de l'électeur du Vlaams Belang, Le Vif l'Express [en ligne] publié le 31/05/2019 : www.levif.be/actualite/belgique/une-enquete-revele-le-profil-de-l-electeur-du-vlaams-belang/article-normal-1147251.html (consulté le 9/09/2019).

<sup>9</sup> Cf. l'article de Michel Wieverioka sur les quatre points cardinaux du populisme à l'adresse suivante : https://wieviorka.hypotheses.org/794

<sup>10</sup> David Van Reybrouck, *Op.cit.*